

UNION EUROPÉENNE

La réforme qui détricote les mesures environnementales de la PAC est votée



© AFP

Sans surprise, le Parlement européen a approuvé, ce mercredi après-midi, sans le moindre débat, la révision de la politique agricole commune proposée le mois dernier par la Commission par 425 votes pour, 130 contre et 33 abstentions. Pour rappel, l'essentiel des mesures tourne autour de l'adaptation des neuf « bonnes conditions agricoles et environnementales », les BCAE, qui conditionnent l'accès aux subventions agricoles. Ces passages obligés pour les agriculteurs deviennent purement volontaires, encouragés par d'éventuelles surcharges.

Ainsi, concernant la BCAE 8, « les agriculteurs devront conserver les éléments paysagers existants (haies, arbres, NDLR) sur leurs terres mais ne seront plus obligés de consacrer une partie minimale de leurs terres arables à des zones non productives, telles que les jachères. Au lieu de cela, ils peuvent choisir, sur une base volontaire, de garder une partie de leurs terres arables non productives et recevoir un soutien financier supplémentaire via un écoprogramme ».

L'allègement est le même concernant la rotation des cultures. Enfin à propos du BCAE 6 sur la couverture des sols pendant les périodes sensibles, « les Etats membres disposeront de beaucoup plus de flexibilité pour définir ce qu'ils définissent comme périodes sensibles et les pratiques autorisées pour remplir cette exigence, à la lumière de leurs conditions météorologiques ». Marco Contiero, directeur de la politique agricole européenne de Greenpeace, a vivement critiqué le résultat du vote. « Les sécheresses ont ruiné les

récoltes dans le sud de l'Europe, certains des mois les plus humides jamais enregistrés font de même dans le nord », a-t-il lancé. « Jeter les dernières protections pour la nature dans les campagnes européennes ne sauvera pas les agriculteurs et nous rendra tous plus vulnérables aux conditions climatiques extrêmes qui détruisent les cultures et les moyens de subsistance. Ce vote détruit les dernières bribes de crédibilité selon lesquelles la politique agricole de l'UE protège l'environnement et l'intérêt public. »

« En suivant comme un seul homme la Commission dans son opération de démagogie pure, les conservateurs, les libéraux et la vaste majorité des socialistes ont commis une erreur lourde de conséquences pour la survie du secteur et notre sécurité alimentaire », estime, pour sa part, Benoît Biteau, premier vice-président de la commission de l'agriculture et du développement rural du groupe des Verts/ALE. « Cette initiative sape les stratégies de l'UE en matière de climat, de biodiversité et de protection des sols. »

Eurodéputée écologiste, Marie Toussaint juge, elle, que « le détricotage environnemental d'une PAC qui était déjà contraire à l'impératif de transition écologique est un désastre. Plutôt que de changer de modèle économique pour une agriculture déjà fortement impactée par les aléas climatiques, pour permettre la juste rémunération des paysans et l'accès du plus grand nombre à une alimentation saine, les droites portent un nouveau coup à la nature, à l'eau, au climat ».

FRÉDÉRIC DELEPIERRE

PORTUGAL

La révolution des œillets a il y a 50 ans, l'histoire en n

Il y a cinquante ans, la grand reporter du « Soir », Colette Braeckmann, prenait la route vers Lisbonne, pour couvrir une révolution qui allait faire tomber la plus longue dictature d'Europe. Elle livre ses souvenirs d'une joie sans bornes face à un tournant majeur dans l'histoire des peuples d'Europe.

RÉCIT

COLETTE BRAECKMANN

Grandola Vila Morena... Ce 25 avril 1974, il est minuit trente lorsque la voix de Zeca Afonso glisse sur les ondes de Radio Renaissance et que ces trois mots retentissent comme un signal. Dans les casernes, le message passe et les chars se mettent en route. Vers 3 h du matin, les premiers détachements atteignent les points névralgiques de Lisbonne : l'aéroport, les sièges des stations de radio. De minute en minute, les troupes s'égrènent comme des raisins mûrs, les sous-officiers refusent d'obéir aux ordres de leurs supérieurs.

Le jour est à peine levé que la foule, déjà avertie, descend dans la rue et acclame les insurgés. Dans le monastère du Carmo, le Premier ministre Marcelo Caetano rédige lentement sa lettre de démission. En fin de journée, il la remettra à un officier prestigieux qui a changé de camp, Antonio de Spínola. Héros des guerres coloniales, ancien gouverneur de Guinée-Bissau, ce dernier a rallié les factieux car il sait que l'Estado Novo, la plus vieille dictature d'Europe, fondée en 1933 par António de Oliveira Salazar, se termine soudain, sans presque qu'un coup de fusil ait été tiré. Dans les rues de Lisbonne, la foule, spontanément, offre des fleurs de saison aux soldats juchés sur leurs chars : en une journée, la révolution des œillets a fait basculer le Portugal.

Quelques heures plus tard, avec Josy Dubié et une équipe de la RTBF, nous sommes parmi les premiers journalistes étrangers à débarquer à Madrid puis à traverser en voiture les vastes domaines de l'Alentejo pour atteindre Lisbonne à l'aube du 26 avril.

Le spectacle d'un bonheur imprévu nous saisit à la gorge. Si longtemps silencieux, n'ayant trouvé leur salut que dans l'obéissance ou l'émigration, les habitants de la capitale sont tous dans la rue. Aux militaires, ils offrent ces œillets aux couleurs éclatantes, des bières, des cigarettes.

Prisonniers libérés

La foule est comme une marée qui porte les chars au milieu des rues : des vieux pleurent d'émotion, des jeunes chantent la liberté. Dans ce pays trop longtemps figé, l'histoire s'est remise en marche.

Suivant le mouvement de la foule, partageant son espoir, nous nous dirigeons vers la vieille prison où les détenus politiques tendent l'oreille et se prennent à croire au miracle. Malgré les injonctions des gardiens, les prisonniers cognent sur les murs et, depuis leurs cellules, ils entendent les klaxons des voitures, les cris de la foule, des clameurs qui font écho à leurs appels.

Dans la prison comme dans la rue, on scande : « Tous pour un. » Tous les prisonniers, les droits communs comme les politiques, parfois empri-



Tereza « Il faut tout faire pour préserver les libertés de la révolution des œillets »

TÉMOIGNAGE

VÉRONIQUE KIESEL

On l'a tellement voulue, espérée, cette révolution qui allait abattre la dictature et rendre notre société plus juste, plus partageuse ! On s'est battus pour elle... Aujourd'hui, 50 ans plus tard, on n'a pas oublié le bonheur que cela a été de découvrir la liberté, et notamment celle de pouvoir enfin nous exprimer sans crainte. Mais on a aussi le sentiment d'une certaine désillusion. » A 78 ans, l'élégante et souriante Tereza Spranger a vécu intensément l'histoire récente du Portugal. « Mon mari Rui et moi étions opposés à la dictature de Salazar. A cette époque, j'étais une marxiste convaincue, j'appuyais la révolution culturelle en Chine. » Elle part dans un grand éclat de rire. « Et on voulait faire la révolution au Portugal aussi. »

« En 1965 », reprend Tereza, « mon mari a été arrêté, il a été emprisonné à l'isolement pendant trois mois avant d'être condamné à cinq mois de prison en raison de ses liens avec le mouvement communiste. Après sa sortie, alors que nous faisons partie d'un comité de lutte anticolonial, évidemment interdit, nous avons participé à une action d'opposition à la conscription ». L'envoi de jeunes soldats pour aller combattre dans les guerres coloniales en Afrique suscitait alors la colère populaire. « Nous allions en douce coller des affiches à la sortie des usines, et on s'est rendu compte qu'on avait été photographiés par les services de renseignement. Mon mari risquait très certainement d'être à nouveau arrêté : nous avons immédiatement filé nous cacher chez des amis qui n'étaient pas politisés. »

« A Lisbonne nous avions notre vie »

« A Lisbonne, nous avions notre vie : nous avions loué un appartement, j'étais enseignante, mais nous avons tout quitté, nous sommes partis clandestinement à Paris, et avons dû tout recommencer », poursuit-elle. « On logeait dans une chambre de bonne et, pour gagner de l'argent, j'ai d'abord été

filie au pair du chef de cabinet de Giscard ! Et quand j'ai eu mon premier bébé, je l'emmenais au domicile de la famille suivante, un couple de profs. J'ai aussi vendu *France Soir* à la criée ! On accueillait dans notre petit chez nous d'autres camarades portugais exilés, on discutait politique, on lisait. »

En avril 1974, juste après la révolution des œillets, Tereza et sa famille rentrent sans tarder au Portugal. « Et là, il a fallu encore une fois tout recommencer : logement, travail. Mais on s'y est mis, tout en conservant notre engagement à gauche. Qu'on soit professeur, technicien ou médecin, comme mon mari Rui, on a pu construire notre carrière, grimper les échelons, améliorer nos conditions de vie. C'était une époque formidable, des décennies de progrès partagé. »

« Aujourd'hui, je sais que mes petits enfants sont fiers de leurs grands-parents. Ils ont été sidérés quand ils ont appris que leur papy, qui est décédé il y a quelques années, avait fait de la prison pour des raisons politiques. Mais je suis inquiète pour eux et pour mon pays : la société portugaise est devenue plus dure, plus inégalitaire. Le fossé s'est creusé entre le « grand capital » et les « sans capital ». Et quand je vois l'écart entre le salaire minimum et le coût moyen des loyers, je me dis qu'il y a un gros problème. »

« Nous défilons tous ensemble »

« Et on entend aujourd'hui des discours réactionnaires qu'on croyait disparus », s'inquiète Tereza. « Alors que ma génération s'est opposée aux guerres coloniales, cela nous choque quand d'anciens militaires affirment leur fierté d'avoir défendu leur patrie lors de ces conflits menés par la dictature en Angola ou au Mozambique... Ou quand l'ancien Premier ministre de droite (PSD), Pedro Passos Coelho, prône, à l'occasion de la sortie d'un livre consacré à l'identité et à la famille, la nécessité pour les femmes de renouer avec un rôle beaucoup plus traditionnel. Des propos jugés préoccupants par plusieurs générations de femmes qui ne veulent absolument pas revenir en arrière... »

Lors des législatives anticipées du

10 mars dernier, le parti d'extrême droite Chega avait réussi une percée fulgurante en obtenant 18 % des voix, ce qui lui avait permis de passer de 12 à 50 députés. Luis Montenegro, le leader de l'AD (Alliance Démocratique, droite, formée autour du PSD, arrivée en tête) a respecté sa promesse de campagne : refusant de s'allier à Chega, il a formé un gouvernement minoritaire.

« Mais le même Pedro Passos Coelho semble attendre la chute du gouvernement Montenegro et la convocation de nouvelles élections pour obtenir ce qu'il souhaite : une alliance entre le PSD et Chega », redoute Tereza. « Et déjà le simple fait que Chega va participer le 25 avril au défilé commémorant notre révolution, je trouve cela offensant ! »

Tereza y sera : « Ce jour-là, nous, anciens militants antifascistes, pour la plupart contraints à l'exil, nous défilerons tous ensemble, avec nos enfants et nos petits-enfants, sous la bannière de l'association que nous avons fondée, le *Movimento Cívico Não Apaguem a Memória!* (N'effacez pas la mémoire !) Nous militons ou votons désormais pour des partis différents, mais nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il faut cultiver la mémoire de la lutte qui a permis que nous devenions, enfin, en 1974, un pays libre. Il ne faut pas oublier ceux qui ont été faits prisonniers par la dictature, qui ont été torturés ou tués pendant ces années de combat. Ma génération se souvient très bien de ce que nous ressentions lorsque nous craignions d'être suivis, espionnés, écoutés par la police politique



Ma génération se souvient très bien de ce que nous ressentions lorsque nous craignions d'être suivis, espionnés, écoutés par la police politique

Tereza Spranger
Professeure retraitée

”

« Nous militons ou votons désormais pour des partis différents, mais nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il faut cultiver la mémoire de la lutte qui a permis que nous devenions, enfin, en 1974, un pays libre. Il ne faut pas oublier ceux qui ont été faits prisonniers par la dictature, qui ont été torturés ou tués pendant ces années de combat. Ma génération se souvient très bien de ce que nous ressentions lorsque nous craignions d'être suivis, espionnés, écoutés par la Pide, la police politique de Salazar. Ces libertés chèrement acquises sont précieuses : il faut tout faire pour les préserver... »